

VIOLENCE

N° 1
MARS
2021

“ ET SI
ON PARLAIT
AUTANT DES
VIOLENCES
QUE DE LA
MODE ? ”

MODE
NOS COUPS DE COEUR

BEAUTE
BELLE AU NATUREL

AVEC AMOUR
POUR TOI !

Donnons-leur la parole !

Tout au long de ma vie, j'ai été en contact avec des hommes et des femmes battus, des « survivants » en détresse émotionnelle, physique, psychologique et culturelle, qui ont été ancrés malgré eux dans de faux systèmes de pensée. Des hommes et des femmes qui étaient ou qui sont encore à la recherche de leur propre identité. Des résiliants dont les voix sont si peu entendues parce que beaucoup pensent à leur place.

Les violences faites aux femmes sont multiformes et bien trop souvent les victimes gardent le silence et ne peuvent donc être aidées.

« Tous, nous sommes concernés ! »

Aussi devons-nous être d'une grande vigilance et faire preuve d'une attention collective pour redonner confiance aux victimes, qu'elles puissent parler et se confier. C'est donc un travail collectif et partenarial qui se construit et se tisse. Cette entraide collective et persévérante est le plus sûr moyen de redonner l'espoir à toutes les victimes.

Devons-nous supporter de voir tant de violence ? Devons-nous garder les yeux fermés ?

Devons-nous détourner le regard ? Devons-nous rester indifférents ?

« Notre objectif : Plus jamais ça ! »

Nous espérons que ce magazine, ainsi que les actions mises en place, éveilleront les consciences et libéreront la parole des victimes, ainsi que celle de leur entourage. Notre souhait : s'engager aux côtés des professionnels de santé, des associations et des acteurs de la société civile pour se donner les moyens, ensemble, de lutter contre les violences faites aux femmes.

Modestement, nous formons le vœu que nos actions collectives contribueront, comme le proclamait Martin Luther King, à donner une voix aux sans voix.



- *Djeneba DIARRA*
Adjointe au maire en charge des politiques
de prévention et des droits des femmes

VIOLENCE

sommaire

02

DONNONS-LEUR LA PAROLE !

04

MICHETONNEUSE

06

MARIAGE FORCÉ

08

EXCISION

10

VIOLENCES

violences physiques

violences invisibles

13

TÉMOIGNAGE

15

NUMÉROS D'URGENCE

MICHETONNEUSE



« Le michetonnage
est une première
étape vers
la prostitution »

Katia Baudry
Sociologue et éducatrice
en Seine Saint-Denis

Si vous êtes vous-même confronté à la problématique du michetonnage, contactez :

**l'Assistante sociale de la
circonscription**
01 71 29 56 45

**l'Intervenante sociale du commissariat de
Clichy-sous-Bois Montfermeil**
01 82 46 60 02

PMI - Les Bosquets
01 71 29 20 95

ou parlez-en à votre établissement scolaire



Sensibles à la culture ultra-consumériste véhiculée par la télé-réalité et les influenceuses des plateformes Internet, de plus en plus de jeunes filles tombent dans le michetonnage. **Pour la sociologue et éducatrice Katia Baudry, qui officie en Seine-Saint-Denis depuis 1996**, cette pratique présente le risque de se transformer en prostitution pure et simple.

Qu'est-ce que le michetonnage ?

Katia Baudry : Il s'agit d'une pratique pré-prostitutionnelle qui consiste, pour une jeune fille, à s'engager dans une relation affective et sexuelle avec une personne plus âgée en échange de cadeaux ou d'argent. Dans un premier temps, l'adolescente a l'illusion de contrôler la situation. Mais très vite, le rapport de domination s'inverse, notamment lorsque l'homme prend conscience de ce jeu de dupes. Il y a alors un risque de basculer dans la violence. L'autre élément qu'il faut garder à l'esprit est que le michetonnage – les jeunes utilisent plus volontiers le terme d'escort – est un premier pas vers la prostitution.

Quel est le profil des jeunes filles s'inscrivant dans ces pratiques ?

K.B : Toutes les classes sociales sont concernées. En revanche, sur le plan psychologique, on remarque que la plupart des adolescentes qui ont recours au michetonnage souffrent d'une carence affective. Dans certains cas, elles ont même vécu des traumatismes graves dans leur enfance, notamment des abus sexuels. Ces dernières années, nous avons également observé un rajeunissement des profils : les jeunes filles que nous identifions sont souvent

au collège. Nous vivons dans une société ultra-consumériste. Les jeunes sont très sensibles au matérialisme véhiculé par la télé-réalité et les influenceuses sur Internet. Le michetonnage est pour elles un moyen d'accéder à ce luxe qui s'étale sous leurs yeux.

Comment une jeune fille rentre-t-elle dans le michetonnage ?

K.B : Cela dépend. Parfois, une adolescente peut commencer en accompagnant une amie, juste pour rendre service. Puis c'est l'engrenage. Cela peut également faire suite à une rencontre sur les réseaux sociaux, un pari, etc.

La majeure partie des filles sont dans le déni : elles refusent de voir les risques auxquels elles s'exposent et réfutent totalement le terme de prostitution. Elles qualifient les hommes qu'elles fréquentent de « pigeons ». À leurs yeux, ce sont elles qui profitent de la situation. Or, leurs pratiques s'inscrivent bien dans un processus de marchandisation du corps. Par ailleurs, le glissement vers la prostitution peut être très rapide. Une fois de plus, le michetonnage est une première étape.

Quels sont les signes qui doivent alerter l'entourage ?

K.B : Ils sont nombreux. Le plus évident est l'apparition inexplicable de vêtements de marque et d'objets de valeurs. On observe par ailleurs un changement du comportement : rébellion, décrochage scolaire, tenue vestimentaire hypersexualisée, fugues, utilisation intensive du téléphone portable, rupture avec les amis de longue date, etc. ■



MARIAGE FORCÉ

Chaque année, les associations engagées contre les violences faites aux femmes recensent une centaine de cas de mariage forcé en Seine-Saint-Denis. **Pour lutter contre ce phénomène, la directrice de la fédération Gams (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles, et des Mariages Forcés), Isabelle Gillette-Faye appelle chacun à entendre les appels de détresse et à composer, le cas échéant, le 3919.**

La crise du Covid-19 a-t-elle eu des conséquences sur les mariages forcés, au niveau mondial ?

Isabelle Gillette-Faye : Ces trente dernières années, les efforts ont porté sur la scolarisation des jeunes filles, car cela leur permet d'accéder à des emplois rémunérateurs et ainsi gagner leur indépendance. Cette stratégie a donné des résultats spectaculaires, que ce soit en Afrique ou en Asie. Mais le Covid-19 a eu des conséquences terribles. Dans une période de crise économique majeure, marier sa fille permet d'avoir une bouche en moins à nourrir. D'après les estimations de l'ONU, le nombre de mineures mariées de force devrait atteindre les 14 millions pour 2020, contre 7 millions en 2019.

Quelle est l'ampleur du phénomène en France ?

I.G-F : On estime que les mariages forcés concernent environ 200 000 femmes en France. La plupart du temps, ces unions sont célébrées

hors de l'Hexagone, dans le pays d'origine de la famille. En Seine-Saint-Denis, on recense une centaine de cas par an. Ceci étant, il serait faux de croire que cette problématique ne concerne que les populations issues de l'immigration. Récemment, je suis intervenue pour faire de la prévention dans un lycée de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Les jeunes m'écoutaient avec un sourire en coin, car ils savaient parfaitement de quoi je parlais.

Que peut-on faire pour lutter contre ces pratiques ?

I.G-F : Le plus important, c'est d'aider celles qui en font la demande. Les dispositifs d'aide aux mineurs sont efficaces.

Mais on rencontre des problèmes avec les jeunes de 18 à 25 ans, notamment sur la question de l'hébergement.

Un tiers peut également effectuer un signalement. Cependant, si c'est fait sans l'accord de la femme concernée, cela peut être contre-productif. D'autant que

la France a un rapport particulier avec la dénonciation. En revanche chacun peut écouter. Si on entendait tous

les appels de détresse, ce serait déjà un grand pas d'effectué car, très souvent, les victimes se confient à leurs proches. Récemment, nous avons eu le cas d'une jeune fille mariée de force lorsqu'elle était en classe de sixième. Sa situation est restée inconnue des autorités jusqu'à son entrée au lycée, alors qu'elle avait fait part de son désarroi à plusieurs personnes autour d'elle. ■

200 000
C'est le nombre de femmes mariées de force résidant en France



« Si on entendait
tous les appels
de détresse,
ce serait déjà
un grand pas
d'effectué »

Isabelle Gillette-Faye
Directrice de la fédération Gams

Si vous êtes vous-même confronté à la problématique du mariage forcé, contactez :

Maison de la Justice et du Droit
01 41 70 38 20

**Commissariat de
Clichy-sous-Bois/Montfermeil**
01 82 46 60 02

PMI de votre secteur :
Centre-ville Montfermeil
01 71 29 23 05

Les Bosquets Montfermeil
01 71 29 20 95



L'EXCISION

« Pendant l'été, on estime qu'une petite fille sur dix qui se rend en Afrique risque d'y être excisée »

Danielle Mérian

Présidente de l'association
SOS Femmes Africaines en Danger

Présidente de l'association **SOS Femmes Africaines en Danger**, **Danielle Mérian s'inquiète** de la recrudescence de l'excision provoquée par la crise du Covid-19. Cela ne l'empêche pas d'envisager le futur avec optimisme, du fait de la prévention effectuée partout dans le monde auprès de la jeune génération.

La crise du Covid-19 a-t-elle engendré une recrudescence de l'excision, à l'instar de ce que l'on constate pour les mariages forcés ?

Danielle Mérian : C'est malheureusement ce qu'on observe. La fermeture des écoles et la crise économique consécutive à l'épidémie ont conduit de nombreuses familles à marier leurs filles et donc, dans certains cas, à les exciser.

D'après l'OMS (Organisation mondiale de la santé), il y aurait actuellement 200 millions de femmes mutilées dans le monde. Cela concerne majoritairement l'Afrique, mais contrairement à ce que l'on imagine, ce n'est pas le seul continent concerné. Cette pratique a également cours au Pérou, en Colombie, en Indonésie ou encore en Malaisie.

La France compte 60 000 femmes excisées sur son territoire. Cette pratique est passible de 20 ans de prison. Mais dans la très grande majorité des cas, les petites filles sont mutilées dans leur pays d'origine, pendant les vacances. Durant l'été, on estime qu'une petite fille sur dix qui se rend en Afrique risque d'y être excisée.

Toutefois, la jeune génération nous donne des raisons d'être optimistes. Récemment, nous sommes intervenus dans des lycées au Sénégal. La plupart des jeunes garçons que nous avons rencontrés étaient totalement opposés à l'excision, alors que dans certains cas, leur propre mère avait subi une mutilation génitale.

A quel âge l'excision est-elle pratiquée ?

D.M : Le plus souvent, elle intervient durant l'enfance, avant 15 ans. Mais parfois, elle est réalisée sur des nourrissons. D'autres fois, juste avant le mariage. L'idée est que cette mutilation génitale préviendra toute relation adultérine, en raison de la perte de libido qu'elle engendre.

Les conséquences sur la santé sont terribles : règles douloureuses, augmentation du risque de mourir en couche, douleurs pendant le rapport sexuel, difficultés à uriner.

Existe-t-il en Seine-Saint-Denis un service hospitalier spécialisé dans la prise en charge des femmes excisées ?

D.M : A Saint-Denis, l'hôpital Delafontaine dispose d'un service spécialisé dans la réparation clitoridienne. L'établissement propose aussi une aide spécifique pour les accouchements de femmes excisées [Depuis peu, une prise en charge des femmes victimes de mutilations sexuelles a également été mise en place au groupe hospitalier intercommunal Le Raincy-Montfermeil, ndlr].

Avec votre association SOS Africaines en Danger, vous avez lancé une campagne de prévention de l'excision dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. La démarche est évidemment louable, mais une association française est-elle légitime à remettre en cause une pratique traditionnelle africaine ?

D.M : C'est une question qui mérite d'être posée. SOS Africaines en Danger est une association de jeunes réfugiées de l'Afrique de l'Ouest, qui ont fui le mariage forcé ou l'excision. Même si je suis présidente de l'association, je suis en réalité leur porte-parole. Les actions que nous menons sont réalisées en leur nom et à leur demande. ■

Si vous êtes vous-même confronté à la problématique de l'excision, contactez :

Urgences medico-judiciaires Bondy
01 48 02 66 66

Violences Femmes Info
3919

PMI de votre secteur :
Centre-ville Montfermeil
01 71 29 23 05
Les Bosquets Montfermeil
01 71 29 20 95

VIOLENCES PHYSIQUES ET INVISIBLES

« Pour aider une femme victime de violences, il faut lui faire savoir qu'on est là, qu'on l'écoute et que l'on s'inquiète. » Brigitte Broux, association SOS Femmes 93

Aider les femmes victimes de violences conjugales à sortir de l'emprise exercée par leur compagnon :

c'est la raison d'être de l'association SOS Femmes 93, dirigée par Brigitte Broux.

Quels sont les différents types de violences conjugales ?

Brigitte Broux : Le spectre est très large. Les plus évidentes, et celles qu'on connaît le plus, sont les violences physiques et sexuelles. Il y a aussi les violences psychologiques, qui consistent à systématiquement dévaloriser sa conjointe. Moins connues sont les violences économiques, c'est-à-dire priver la femme de ressources économiques afin de briser son indépendance. Dans le même ordre d'idée, on observe parfois des violences administratives. Enfin, on assiste ces dernières années à l'émergence des cyber-violences : les hommes surveillent les messages que leurs compagnes échangent sur les réseaux sociaux, installent des logiciels espions pour les géolocaliser, etc.

Quelles sont les femmes les plus sujettes aux violences conjugales ?

B.B : Il n'existe pas de profil type, que ce soit

au niveau sociologique ou psychologique. En revanche, on remarque que celles qui ont vécu ou assisté à des violences durant leur enfance et leur adolescence auront un seuil de tolérance plus élevé.

Comment s'installe la spirale de violence ?

B.B : Là encore, il n'y a pas de cheminement type. Certains hommes vont commencer par des violences psychologiques puis passer aux violences physiques. D'autres vont débiter directement par des violences sexuelles. Mais ce qu'on remarque, c'est que ces violences, quelles qu'elles soient, gagnent toujours en intensité au fil du temps.

Est-ce à dire qu'un homme qui a été violent une fois recommencera quoi qu'il arrive ?

B.B : Nous faisons une différence entre les conflits de couple et les violences conjugales. Lors d'un conflit de couple, il peut y avoir un échange de coups, mais dans la mesure où ils surviennent des deux côtés, on ne considère pas qu'il s'agisse de violences conjugales : il n'y a pas un dominant qui exerce des violences, et un dominé qui les subit.





On remarque souvent que les femmes victimes de violences conjugales ne parviennent pas à quitter le foyer. Comment l'expliquer ?

B.B : Ces femmes sont sous l'emprise dans leur compagnon. Emprise psychologique d'abord : elles ont été tellement dévaluées, qu'elles ont le sentiment que personne ne voudra d'elles. Elles ont également été progressivement isolées de leurs amis, de leur famille... Par conséquent, elles ne savent pas où elles pourront se réfugier, surtout s'il y a des enfants et qu'elles manquent de ressources. Et puis il y a la peur. Nous avons accompagné des femmes dont le compagnon dormait avec une hache sous le lit, ou qui les menaçait avec un couteau. On comprend qu'elles redoutent de franchir le pas...

Que faire pour venir en aide à une femme qui subit les violences de son conjoint ?

B.B : Il faut être à l'écoute, lui faire savoir qu'on est là et que l'on s'inquiète. Mais il ne faut pas faire de démarche à sa place, parce que ça peut ne pas être le bon moment pour elle.

Qu'est-ce qui pousse une femme à quitter un homme violent ?

B.B : Les enfants sont souvent invoqués. Beaucoup disent : 'Il m'a frappé devant eux, ça je ne peux pas le tolérer'. Dans des cas extrêmes, certaines fuient après avoir frôlé la mort. Et on a aussi des exemples de femmes qui ont le déclic du jour au lendemain sans que l'on sache exactement pourquoi. Cela dépend du parcours de chacune. ■

Les numéros d'appel d'urgence permettent de joindre gratuitement les secours 24h/24

01 48 02 66 66
URGENCES MEDICO - JUDICIAIRES

3919
VIOLENCES CONJUGALES
FEMME-INFO-SERVICE

*« Toute personne, avant d'appartenir
à un sexe, une nationalité ou une religion,
appartient d'abord à l'humanité.*

*Le vrai combat est la défense des valeurs
humaines, des droits de l'homme et de la femme.
Il dépasse la religion, la politique, l'identité
nationale ou l'appartenance ethnique »*

Dr. DENIS MUKWEGE
Gynécologue et prix Nobel de la paix 2018



TEMOIGNAGE

« J'étais amoureuse par peur »

Pendant neuf ans, Salomé* a subi les violences conjugales sans oser en parler. C'est finalement grâce à sa fille, à laquelle elle ne voulait plus infliger ces scènes potentiellement traumatisantes, que la jeune femme a trouvé la force de partir.

Comment ont débuté les violences ?

Salomé : Au début, c'étaient des agressions verbales. Il me rabaissait, me dévaluait. La première fois qu'il a levé la main sur moi, il m'a étranglé. On était ensemble depuis un an. Il s'est excusé mille fois. Il a juré que ce n'était pas son genre, qu'il ne recommencerait pas. Mais cela a continué. Il s'est mis à me donner des coups, de plus en plus violents. Au bout d'un moment, les passages à tabac sont devenus une habitude.

Votre entourage se rendait-il compte de ce

qu'il se passait ?

S : Non, car je me cachais. Quand on était ensemble, j'habitais chez ma mère. Et pourtant, elle ne s'est jamais rendu compte de rien. Par exemple, quand il me frappait au visage, je m'arrangeais pour ne pas rentrer chez moi jusqu'à ce que les marques disparaissent. Tout le temps qu'a duré notre relation, je n'ai parlé à personne de ce que je vivais, sauf une fois, à sa tante. Mais malheureusement, cela n'a rien changé. Au contraire, j'ai l'impression que cela a aggravé la situation.

Vous êtes restée en couple neuf ans avec la personne qui vous frappait. Pourquoi n'êtes-vous pas partie plus tôt ?

S : Il m'avait tellement rabaissée que j'étais persuadée que personne ne voudrait de moi. J'essayais aussi de me convaincre qu'il allait

*Le prénom a été changé



changer, même si au fond de moi je savais que ça ne serait pas le cas. De son côté, il pleurait, se mettait à genoux, jurait que c'était la dernière fois. Avec le recul, je me demande comment j'ai pu le croire. Je croyais que j'étais encore amoureuse de lui, alors qu'en réalité, j'étais amoureuse par peur.

Quel a été le déclic ?

S : Un soir, je suis sortie avec des amies. Quand je suis rentrée, il a fait une énorme crise de jalousie et m'a frappée plus fort que d'habitude. A ce moment-là, j'ai compris que la situation ne pouvait plus durer. J'avais des idées noires : j'avais l'impression que la seule façon de me sortir de cet enfer c'était de me suicider, ou de le tuer. L'autre élément déclencheur, c'est qu'on a eu

une fille ensemble. Je ne voulais pas qu'elle assiste à ces violences. Aujourd'hui, elle est âgée de quatre ans, et elle a toujours peur qu'on me frappe, alors que cela fait deux ans que j'ai quitté son père.

Quels conseils donneriez vous aux femmes qui subissent des violences conjugales ?

S : Il faut qu'elles partent dès le début. Les hommes violents promettent toujours qu'ils ne recommenceront pas, mais cela n'arrive jamais. C'est plus fort qu'eux. Je connais beaucoup de femmes battues. On a beau leur parler, leur donner des conseils, proposer son aide, la plupart du temps, cela ne sert à rien tant qu'elles n'ont pas eu le déclic elles-mêmes. ■

« Je ne voulais pas que ma fille assiste à ces violences »

NUMEROS D'URGENCE

Commissariat de Clichy-sous-Bois/Montfermeil Intervenante sociale disponible

1 carrefour des Libertés
93390 Clichy-sous-Bois
01 82 46 60 02

Maison de la Justice et du Droit (MJD)

4 bis allée Romain Rolland
93390 Clichy-sous-Bois
01 41 70 38 20

Circonscription de service social

Accueil physique
2 rue Marie Bastié
93370 Montfermeil
01 71 29 56 45

PMI (Centre de Protection Maternelle et infantile)

Centre-ville :
64 rue Henry Barbusse
93370 Montfermeil
01 71 29 23 05

Les Bosquets :
11 rue Berthe Morisot
93370 Montfermeil
01 71 29 20 95

SOS Femmes 93

Lieu d'accueil collectif
sans rendez-vous
3 allée des Moulins
93140 Bondy
01 48 48 62 27

SOS Victimes 93

Accueil sur rendez-vous
5 rue Carnot
93000 Bobigny
01 41 70 38 20



Groupeement Hospi- taliier Intercommunal (GHI) Le Raincy-Mont- fermeil

Urgences

10 rue du Général Leclerc
93370 Montfermeil
01 41 70 80 00

Les numéros d'appel d'urgence permettent de joindre gratuitement les secours 24h/24

01 48 02 66 66

URGENCES MEDICO-JUDICIAIRES

17 POLICE

15 SAMU

18 POMPIERS

3919

**VIOLENCES CONJUGALES
FEMME-INFO-SERVICE**

Journée internationale des DROITS DES FEMMES

LUNDI 8 MARS 2021

TOUS LES NUMÉROS D'ASSISTANCE
ET D'URGENCE SONT DISPONIBLES
SUR VOTRE APPLI MONTFERMEIL



Téléchargez gratuitement
l'application Montfermeil sur

